



**TOGETHER**  
*for a sustainable future*

## OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50<sup>th</sup> anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



**TOGETHER**  
*for a sustainable future*

## DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

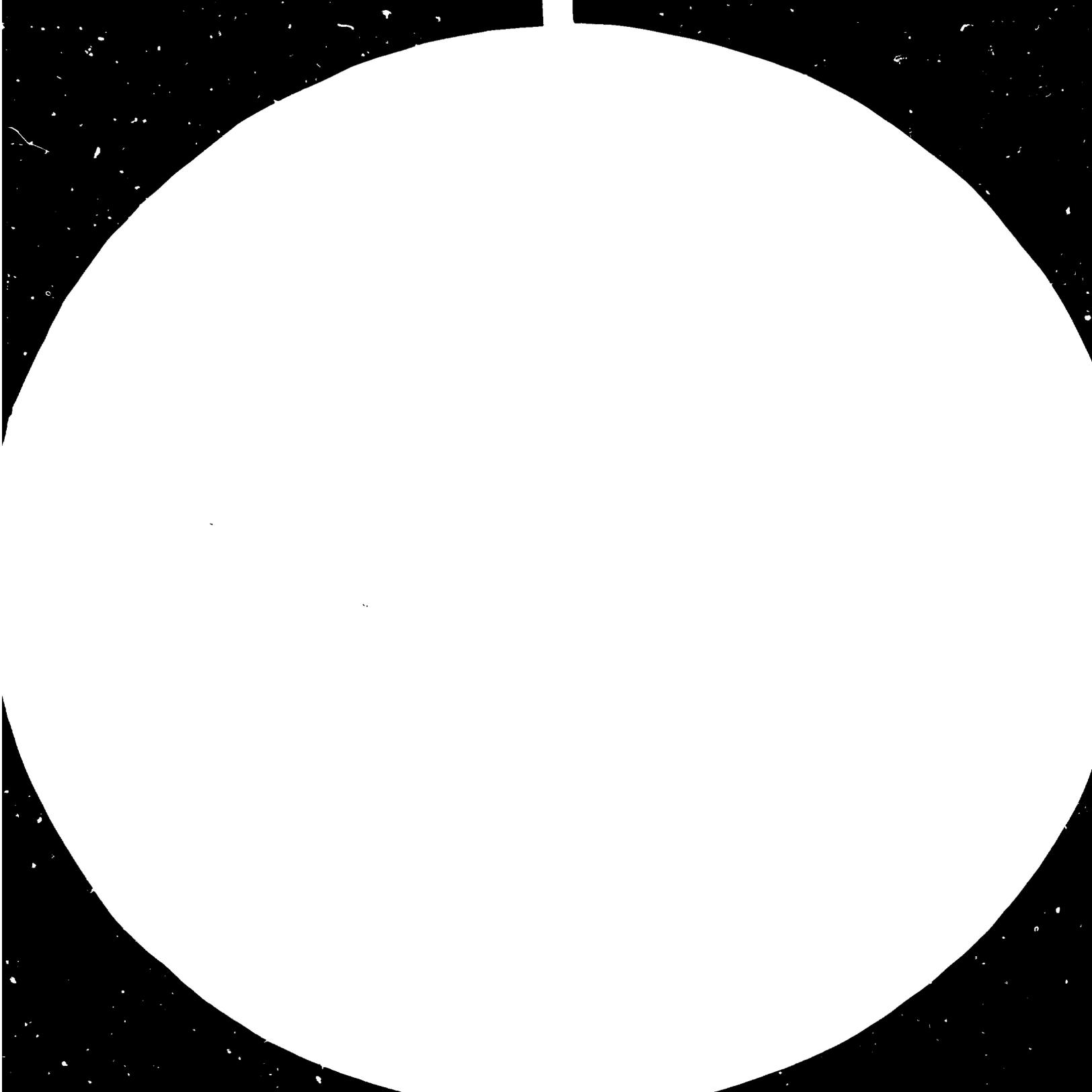
## FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

## CONTACT

Please contact [publications@unido.org](mailto:publications@unido.org) for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at [www.unido.org](http://www.unido.org)





MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART  
NATIONAL BUREAU OF STANDARDS  
STANDARD REFERENCE MATERIAL 1010a  
(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)



13879-F



Distr.  
LIMITÉE

ID/WG.427/4  
27 juillet 1984

Original: Français

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

Deuxième Consultation sur l'industrie alimentaire et  
plus particulièrement sur les huiles et graisses végétales  
Copenhague (Danemark), 15-19 octobre 1984

CONTEXTE ET ENJEUX DU DEVELOPPEMENT  
DES AGRO-INDUSTRIES\*

Document de fond

Etabli par

P. Byé

Consultant de l'ONUDI

24/82

\* Le présent document a été reproduit sans une mise au point rédactionnelle.

Les avis et opinions exprimées dans le présent document sont celles de  
l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du Secrétariat de l'ONUDI.

V.84-88860

PLAN DE LA NOTE

	<u>page</u>
I. Avertissement	2
II. La relation agriculture-industrie	3
III. Le complexe oléagineux - protéines animales	9
IV. Des réalités à ne pas négliger	15
V. L'enjeu des négociations : renforcer les complexes agro-alimentaires du Sud pour pouvoir continuer à échanger	19

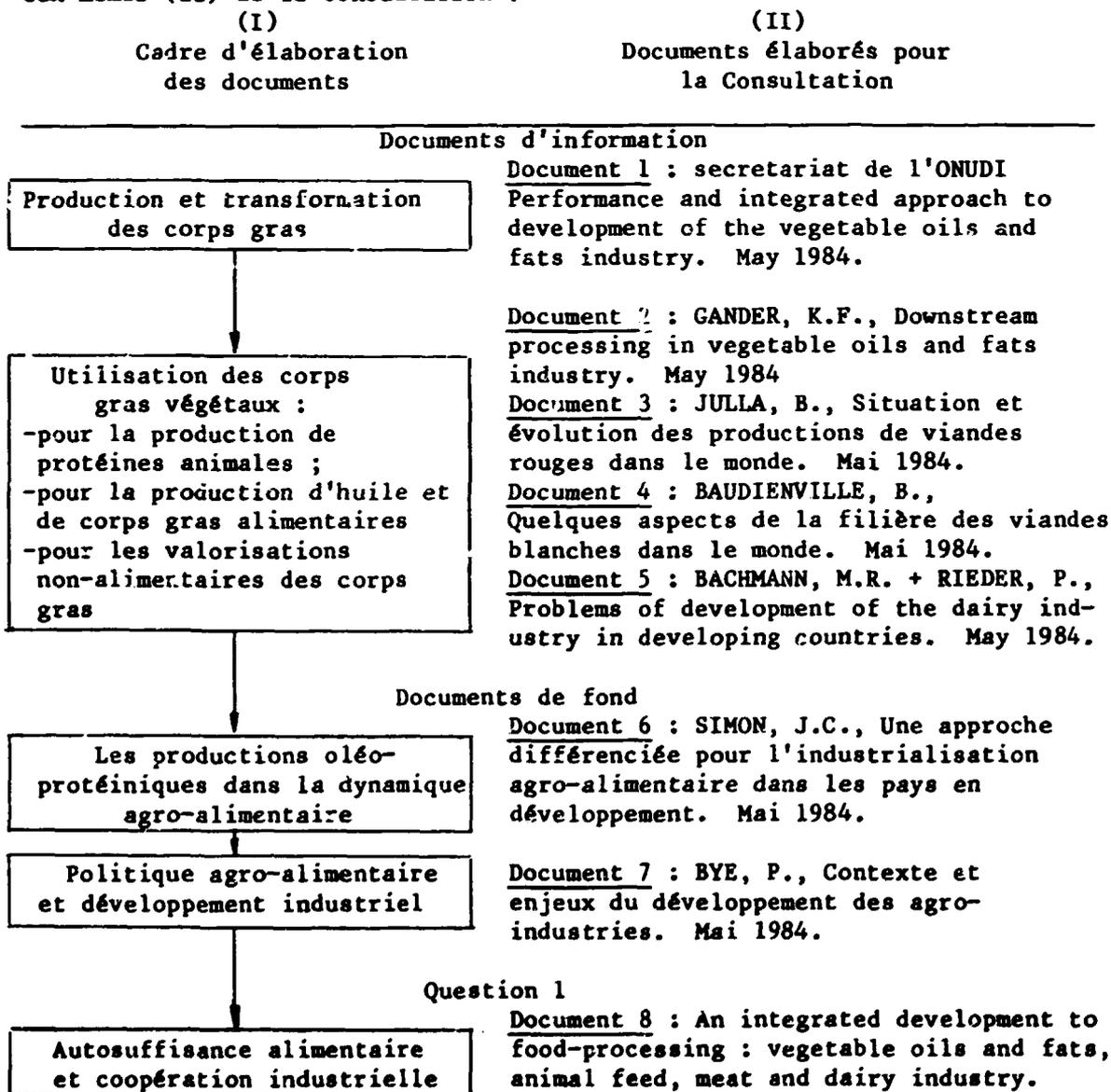
## 1. Avertissement

L'ensemble des documents d'information cités dans ce rapport ont été élaborés dans un double objectif :

- (i) enrichir l'analyse présentée dans le Document de fond ci-joint ;
- (ii) mettre l'accent sur les interdépendances techniques et économiques existant entre les activités participant du fonctionnement du complexe oléo-protéinique ;

Ces différents documents s'articulent, donc, entre eux. Ils participent d'une analyse commune qui traduit le contenu de l'Issue 1 : autossuffisance alimentaire et coopération industrielle.

On peut, à titre d'illustration, concrétiser cette articulation en mettant en parallèle le cadre d'élaboration des documents (I) et les documents eux-mêmes (II) de la Consultation :



## II. La relation agriculture industrie

1. On connaît suffisamment l'importance de l'agriculture dans la croissance économique pour n'en rappeler que rapidement les fonctions générales et insister plus sur celles qui la lient au développement industriel.

Fournisseuse de nourriture et de main-d'oeuvre, mais aussi de devises quand elle exporte ou évite les importations de produits agro-alimentaires, l'agriculture est une activité essentielle pour l'emploi, l'apprentissage des techniques, le développement régional et local. Le niveau de la production et de la productivité agricole sont des déterminants du niveau des salaires industriels et des pouvoirs d'achat. Du rythme de sa croissance dépend aussi celui de la croissance industrielle dans la mesure où l'agriculture est simultanément vendeur des produits qui seront transformés dans l'industrie agro-alimentaire et acheteur des produits industriels nécessaires à la production agricole (engrais, produits phytosanitaires, biens d'équipement). Elle favorise, par ce biais, la création d'entreprises et d'emplois en son amont et en son aval. (2)<sup>1/</sup> La maîtrise de la relation agriculture-industrie est un vecteur important en particulier des politiques économiques axées sur la croissance autocentrée.

2. Prolongement technique, économique et commercial logique de l'agriculture, l'industrie agro-alimentaire est de son côté un formidable multiplicateur des richesses produites dans l'agriculture. Qu'on en juge, dans la plupart des pays industrialisés dotés d'agricultures puissantes, la valeur de la production, celle de la valeur ajoutée, le nombre d'emplois de l'industries agro-alimentaire, dépassent ceux de l'agriculture elle-même. Ceci donne bien les enjeux du renforcement des agro-industries dans les politiques de développement (1).

Qu'on évoque leur rôle jugé positif dans la réduction des pertes agricoles ou dans l'approvisionnement des grands marchés urbains ; ou plus négatifs quand elle contribue à accélérer la modification des habitudes alimentaires, à augmenter les importations agro-alimentaires, à

---

<sup>1/</sup> Les chiffres entre parenthèses ( ) renvoient aux documents d'information figurant à la page précédente.

déstructurer en conséquence l'agriculture locale, nul ne peut minimiser son importance quand il s'agit de mettre en oeuvre des stratégies propres d'autonomie ou d'autosuffisance alimentaire. Nul ne peut le faire, non plus, quand s'affirme une volonté nationale de développement de l'agriculture vivrière ou des cultures d'exportations.

3. Maillon important d'un système agro-industriel de plus en plus complexe, intégrant un ensemble d'activités hétérogènes mais très interdépendantes, l'industrie agro-alimentaire remplit quatre fonctions essentielles dans le processus d'industrialisation (6) :

(i) Une fonction de débouché pour la production agricole et par ce biais de stimulation de cette même production;

(ii) Une fonction de régulation des prix des produits de base et du niveau du salaire dans la mesure où à travers la collecte, le stockage ou le prétraitement des produits périssables, elle tempère les mouvements spéculatifs nés de l'irrégularité de l'offre agricole;

(iii) Une fonction de création d'emplois et d'entreprises liée à l'urgence des besoins alimentaires à satisfaire. On estime de la sorte que les emplois perdus dans l'agriculture peuvent être partiellement compensés par ceux créés dans la transformation et la distribution alimentaire. Le coût de la création d'un poste de travail y est en général relativement moins élevé que dans les industries de base et l'est d'autant moins que l'on se situe près de la consommation finale;

(iv) Une fonction d'accès progressive à l'apprentissage des techniques. Les techniques utilisées dans la transformation des produits agro-alimentaires restent, encore, fortement marquées par leur origine artisanale. Elles peuvent, de ce fait, être mises en oeuvre à grande ou à petite échelle, à un niveau centralisé ou décentralisé.

Leur origine ne peut occulter, cependant, qu'elles sont en cours de mutation rapide notamment avec l'augmentation des capacités industrielles, la part prise dans la consommation alimentaire par les produits élaborés et surtout les effets exercés par l'internationalisation des conditions de production et d'échange. (2, 3, 4)

4. Ces effets s'exercent notamment par le biais de certains maillons techniques ou économiques. Il suffit d'évoquer, par exemple, l'importance de la génétique animale ou végétale dans la diffusion des techniques avicoles ou porcines (4), les poids des grands brockers et des grandes puissances

agricoles dans la fixation des prix internationaux du maïs ou du soja (1), le rôle des grandes firmes dans le renouvellement périodique de la gamme des produits alimentaires (5), celui des grands pays industriels sur les caractères (taille, capacité, ...) de biens d'équipement destinés à la transformation (6).

L'affirmation de politiques agricoles visant tantôt à développer l'agro-exportation tantôt à renforcer l'autosuffisance alimentaire passe donc par une approche intégrée des problèmes agricoles et industriels (1) tendant :

(i) En fonction des contraintes et des objectifs locaux à hiérarchiser les fonctions que doit exercer l'industrie agro-alimentaire nationale (4). Les industries agro-alimentaires doivent-elles, par exemple, en priorité :

- exercer un effet d'entraînement sur la croissance et la modernisation de la production agricole au risque d'accélérer l'exode rural et la concentration foncière?

- contribuer à stabiliser l'emploi agricole et les équilibres régionaux au risque de retarder la modernisation de l'appareil industriel?

- faire face à l'urgence de la satisfaction des besoins alimentaires urbains (quantité mais aussi modifications des habitudes alimentaires) au risque de provoquer une augmentation des importations?

- axer leur développement sur l'agro-exportation au risque de ne pas satisfaire les besoins de la population en produits vivriers?

(ii) A raisonner l'industrie agro-alimentaire comme un maillon d'un système technico-économique complexe et non pas comme une activité isolée (6) ;

(iii) A préciser les conditions et les contraintes dans lesquelles se développent la production et les échanges internationaux (1) ;

(iv) A définir à partir de ces éléments, les politiques de développement et les nouvelles voies de coopération avec l'ensemble des acteurs concernés par le système (8) agro-alimentaires.

5. Trop souvent, en effet, le resserrement de la relation agriculture-industrie n'est pas compatible avec les exigences de certaines options de développement. On peut le voir dans deux cas particuliers où, bien que clairement affirmées, croissances agricoles et croissances agro-alimentaires s'opposent au lieu de se compléter.

(i) Le développement agricole autocentré privilégie celui des zones agricoles et rurales sur la base d'une assimilation progressive des techniques de production par les populations. Efficace, puisqu'il doit contribuer à "fixer" la population active, à conserver les diversités, à greffer les techniques modernes sur les techniques artisanales, la réalisation de cet objectif peut se heurter aux exigences de la demande alimentaire urbaine. Si celle-ci s'affirme très différente de celle de la population rurale dans sa façon de consommer, si les quantités consommées sont sans commune mesure avec celles que peuvent fournir rapidement et massivement l'agriculture locale, l'industrie alimentaire locale recourt aux importations pour satisfaire ces exigences. Elle prive du même coup l'agriculture locale d'une partie importante de ses débouchés potentiels. Elle entraîne à terme sa marginalisation ou sa disparition. Elle rend caduques de même coup les objectifs de développement agricole autocentré.

(ii) La priorité accordée, dans certains pays, à l'agro-exportation se justifie par le fait qu'elle favorise une rentrée de devises nécessaires à l'industrialisation du pays. Elle suscite fréquemment, en retour, l'importation des marchandises, de techniques et de capitaux nécessaires à la "modernisation" de l'agriculture nationale (modernisation qui constitue souvent "a posteriori" une deuxième justification à l'ampliation de cette opinion).

La priorité accordée à l'agro-exportation n'engendre, cependant, pas nécessairement la création d'une agro-industrie nationale (bon nombre de matières premières d'origine agricole étant encore exportées "en l'état", ou peu transformées, pour le plus grand profit des grands pays importateurs). Mais, quand bien même elle la favorise, les techniques de transformation, la localisation ou la taille des usines, les gammes ou le caractère des produits alimentaires, l'organisation même de la production des agro-industries travaillant pour l'exportation se superposent plus qu'elles ne s'articulent avec celles des agro-industries travaillant pour le marché intérieur. Il est fréquent en outre, que la priorité accordée à l'agro-exportation conduise à la mobilisation des ressources rares (terres, eau, crédit, main-d'oeuvre spécialisée, infrastructure de transport...) qui viendront handicaper ultérieurement la création ou le renforcement du complexe agro-alimentaire national. Politiques d'agro-exportation et politiques vivrières s'opposent plus souvent qu'elles se complètent.

6. Dans bon nombre de pays en voie de développement, faute d'avoir défini une politique propre aux relations agriculture-industrie, l'industrialisation et l'urbanisation vont bien souvent de pair avec l'élimination progressive de l'agriculture nationale et avec elle l'augmentation de la dépendance alimentaire.

L'industrie agro-alimentaire qui doit satisfaire en première urgence les exigences de la consommation urbaine, celle qui privilégie l'agro-exportation, apparaissent comme des vecteurs importants de cette destruction et de ces pertes d'autonomie.

En important massivement des techniques ou des biens d'équipement, en utilisant des matières premières agricoles de base (céréales, oléagineux...) ou de produits intermédiaires (farine, sucre, poudre de lait...) vendues sur les marchés internationaux, elles contribuent à mettre en concurrence, notamment par l'intermédiaire des prix de ces produits, les agricultures et les petites industries rurales avec celles des pays industrialisés. En modifiant brutalement les techniques de production et les habitudes alimentaires, elles accélèrent leur marginalisation. Minoteries, raffineries de sucre, huileries, depuis longtemps, fabriques d'aliments pour animaux, de pâtes alimentaires, de produits laitiers ou de "fabricated foods", élevages industriels, plus récemment, implantés dans les grandes métropoles ou les zones portuaires des pays en voie de développement engagent d'autant plus les pays dans la dépendance alimentaire qu'il n'existe pas de volonté politique pour contrôler cette évolution. Réduits aux marchés ruraux, concurrencés par les produits importés, privés de leurs débouchés, agriculteurs et ruraux émigrent vers les villes. Dans les agricultures les plus traditionnelles, les productions vivrières nationales qui nécessitaient à certaines périodes de l'année une main-d'oeuvre nombreuse (semis, repiquage, récolte, transport...) s'effondrent avant que des agricultures modernes, à forte intensité de capital, n'aient pu se mettre en place.

Ceci ajouté à une explosion démographique sans précédent dans les villes, justifie alors "a posteriori" le renforcement d'une agro-industrie résolument tournée vers l'importation. Ces évolutions ont des effets cumulatifs sur la marginalisation des campagnes, le gonflement des grandes villes et la dépendance alimentaires. Elles rendent d'autant plus difficile et surtout coûteuse la construction d'une grande agriculture moderne censée satisfaire en priorité les besoins alimentaires nationaux.

Les conséquences de ces évolutions peuvent être occultées, minimisées, voire délibérément acceptées, quand les "effets pervers" exercés sur la croissance agricole sont contrebalancés par les effets positifs exercés sur la croissance industrielle.

Dans les pays les moins avancés, cependant, l'ampliation de ces phénomènes revêt des aspects particulièrement inquiétants. La Commission économique pour l'Afrique précisait ainsi qu'au cours des années 70, la population de 24 pays d'Afrique<sup>2/</sup> augmentait de 2,8 pour cent par an, tandis que la production agricole ne progressait en moyenne que de 1,5 pour cent par an. En 1960, l'Afrique se suffisait à peu près à elle-même. Au début des années 80, elle dépendait de ses importations pour 14 pour cent de ses besoins alimentaires. A ce rythme, le taux de couverture des besoins alimentaires ne serait plus que de 71 pour cent en l'an 2008.

---

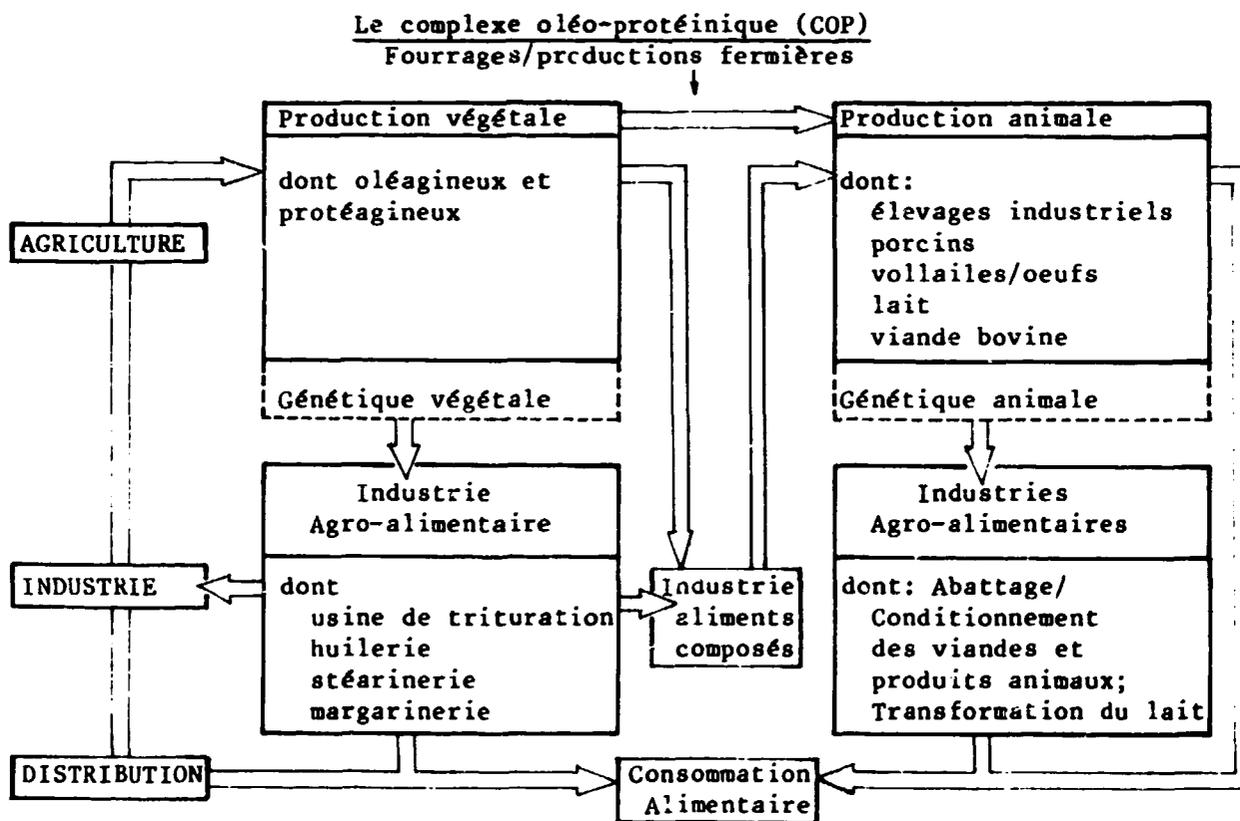
<sup>2/</sup> Angola, Bénin, Botswana, Cap-Vert, Ethiopie, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Haute-Volta, Lesotho, Mali, Mauritanie, Mozambique, République Centrafricaine, Sao-Tomé-Principe, Sénégal, Somalie, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Togo, Zambie et Zimbabwe.

### III. Le complexe oléagineux - protéines animales

1. Ce complexe réunit, comme le montre le schéma ci-joint, un ensemble d'activités liées par un réseau étroit de relations technico-économiques. Ces relations se resserrent et se multiplient en fonction :

- du niveau et du rythme d'industrialisation;
- de la croissance urbaine;
- des échanges internationaux de techniques, de produits et de capitaux.

Elles contribuent à répondre mais aussi à provoquer la modification des modèles de consommation alimentaire.



2. L'importance technique et économique de ce complexe se justifie par quatre grands types d'arguments :

(i) La production et la consommation des produits du complexe oléo-protéinique (complexe COP) représente aujourd'hui dans les pays industrialisés plus de 60 pour cent du produit agricole brut (6) ;

(ii) La maîtrise de la production protéinique constitue un des fondements de la maîtrise de l'industrialisation (3,4 5) ;

(iii) Cette maîtrise est à son tour source d'industrialisation puisqu'elle permet la multiplication et le resserrement des relations agriculture-industrie et contribue à la satisfaction des besoins alimentaires urbains ;

(iv) Excédent d'une part, déficit de l'autre, caractérise le fonctionnement du complexe (COP) au niveau mondial. Ces éléments expliquent l'importance des échanges internationaux de matières premières (oléagineux), de produits intermédiaires (tourteaux, poudre de lait...), de biens de production (souches génétiques, biens d'équipement), de techniques et de capitaux (investissements directs, joint-ventures, prêts...) (1). Ils constituent la toile de fond de la coopération industrielle.

3. Le fonctionnement du complexe oléo-protéinique repose sur :

(i) Le resserrement des relations entre les productions végétales et animales par l'intermédiaire de l'industrie d'aliments composés qui met plus généralement en lumière l'importance des industries agro-alimentaires dans la production et la mise en marché des produits agricoles (2) ;

(ii) L'industrialisation des techniques d'élevage, leur homogénéisation croissante, le recul progressif des productions fermières (volailles, porcs, viande bovine...) (4,5) ;

(iii) Les capacités de certains agents du complexe à intervenir sur un ensemble d'activités liées par des relations technico-économiques et à dominer de ce fait cet ensemble. Ainsi, en va-t-il, par exemple, pour quelques industries qui maîtrisent à partir de la sélection génétique, la production avicole, l'industrie de l'alimentation animale, la transformation et la mise en marché des viandes blanches ;

(iv) La substitutalité et donc la polyvalence de certains produits oléagineux à répondre à la diversité des modèles de consommation alimentaire. Ainsi, les produits dérivés du soja s'imposent-ils par l'intermédiaire de la nutrition animale, dans la production des viandes blanches ou dans celle des produits animaux (œufs, lait) ; par le biais des techniques d'hydrogénation dans les huiles concrètes et la margarinerie ; par celui des techniques de valorisations des protéines végétales sur le marché des produits laitiers végétaux (lait et fromages extraits du soja) ou des viandes (protéines texturées) (2) ;

(v) L'ouverture de certaines activités alimentaires appartenant à ce complexe des marchés non-alimentaires comme ceux des carburants, des produits chimiques ou pharmaceutiques.

4. Son importance économique et politique n'échappera à personne quand on connaît celle des productions protéiniques qui fonde de plus en plus sa cohérence;

La consommation des protéines animales augmente au fur et à mesure que s'élève le niveau de vie et les pouvoirs d'achat (6) ; celle des viandes blanches, des oeufs, lait ... (3,4,5) absorbe une part croissante de la production mondiale de céréales et de soja. Mais, les exportations mondiales de ces produits sont assurées, pour une bonne part, par un nombre réduit de pays industrialisés (1). Il y a, par ce biais, un risque croissant d'augmentation de la dépendance alimentaire des pays importateurs.

L'uniformisation progressive des techniques de production animale sous l'égide de certains grands pays développés agro-exportateurs leur assure un débouché important pour leurs matières premières (céréales, soja), leurs biens intermédiaires (lait en poudre, premix...) leurs biens d'équipement (souches génétiques, machines équipements, usines "clés en main") (4).

Bon nombre de pays en voie de développement perdent ainsi le contrôle de la croissance protéinique intérieure au moment où celle-ci s'affirme comme un facteur clé de l'industrialisation et un élément important de la relation agriculture-industrie.

5. La mise en place du complexe "oléagineux - protéines animales" dans les nouveaux pays industriels (N.P.I.) comme dans les pays moins avancés (P.M.A.) se réalise fréquemment sans référence aux ressources agricoles intérieures.

Ce complexe apparaît alors comme un ensemble industriel plus "plaqué" sur les réalités agricoles, industrielles, sociales du pays qu'intégré à ces réalités et susceptible d'y exercer des effets d'entraînement.

La dynamique de ce complexe repose en effet de plus en plus sur la production de deux grands produits agricoles de base : les céréales et les oléagineux, en particulier, le maïs et le soja (4).

L'usage quasi exclusif de ces deux produits dans l'élevage industriel (production "hors-sol" de volailles et de porcs, production laitière intensive, production d'oeufs) fait reculer les sources d'approvisionnement national (fourrages, tubercules, céréales locales...) et les élevages traditionnels.

La mise en place d'élevages industriels de grande dimension justifie alors soit le recours aux importations de céréales et de soja, soit la création de périmètres agricoles spécialisés, mais coûteux en investissements matériels et humains, susceptibles de les approvisionner.

Les complexes d'élevage "hors sol" appartiennent plus de ce fait à l'industrie et à l'environnement urbain qu'à l'agriculture. Ces caractères reproduisent ceux des pays industrialisés qui demeurent leurs principaux fournisseurs.

L'uniformisation des techniques de production des "élevages hors-sol", celle des techniques de production des céréales ou du soja, apparaît pour eux de prime abord comme le meilleur moyen de contrôler le débouché considérable que constitue le marché mondial des protéines animales.

6. Mais cette uniformisation est aussi, il est vrai, un élément non négligeable de l'ouverture de la concurrence entre pays développés, d'une part, entre ces derniers et certains nouveaux pays industriels agro-exportateurs.

La monopolisation des techniques de production de l'élevage est, donc, un des moyens de lutter contre leur banalisation et de faire face à la concurrence.

Ce n'est donc pas un hasard si les grands acteurs industriels et politiques qui participent au fonctionnement du complexe actuel cherchent à en maîtriser l'évolution en contrôlant certains maillons stratégiques. Parmi ces maillons, il convient d'insister sur :

(i) L'importance de la génétique végétale et animale dans la mise au point et la maîtrise des techniques d'élevage "hors-sol" (4) ;

(ii) La maîtrise des techniques nutritionnelles qui favorisent la substitution entre matières d'origine agricole et agro-alimentaire ; la valorisation des ressources végétales nationales ; celle des techniques de transformation qui facilitent la valorisation des co-produits ou la constitution d'unités industrielles décentralisées à partir de produits alimentaires intermédiaires (2) ;

(iii) Le contrôle de l'évolution des prix et des marchés grâce à des politiques de marketing de long terme mis en oeuvre par les organisations professionnelles (cf. le rôle joué par l'American Soybean Association) et aux pressions exercées au niveau géopolitique par le biais de la dépendance alimentaire.

7. Mais, si le complexe oléagineux - protéines animales constitue un système agro-industriel articulé, il n'est pas - et loin s'en faut - homogène et constitué d'agents poursuivant des objectifs identiques. Les contradictions qui apparaissent entre les comportements des différents acteurs y sont au moins aussi importantes que les cohérences technico-économiques. Elles peuvent être un élément important de la diversification des techniques et des partenaires.

Dans cette ligne, on peut évoquer :

(i) La volonté d'un certain nombre d'agriculteurs ou d'industries agro-alimentaires de valoriser "in situ" les produits ou les sous-produits de l'exploitation ou de l'entreprise : fabrication des aliments à la ferme, recyclage des sous-produits dans l'alimentation animale ou chimique (3) ;

(ii) Celle des industries des aliments composés d'échapper aux contraintes de mono-approvisionnements en céréales et en soja, en élargissant la gamme des produits caloriques (pellets de manioc, pulpes d'agrume, corn gluten...) et protéiniques utilisés pour l'alimentation animale ;

(iii) Les concurrences apparues, par l'intermédiaire des techniques, entre produits animaux : concurrence viande blanche-viande rouge mais aussi concurrence margarine-huile-beurre ou plus généralement concurrence entre produits protéinés d'origine animale et produits protéinés d'origine végétale ou chimique (2,5) ;

(iv) Celle des grandes firmes alimentaires - en particulier de celles travaillant dans le domaine des produits alimentaires élaborés - de créer une nouvelle gamme de produits favorable à une certaine revégétalisation des régimes alimentaires (protéines végétales) et à une valorisation des productions végétales locales (2) ;

(v) Celle de nouveaux-venus : dans le complexe oléagineux - protéines animales moins dépendants des filières "maïs-soja-viandes industrielles" et soucieux de mettre au point de nouvelles techniques et de nouveaux produits : firmes chimiques ou pétrochimiques travaillant sur les bioprotéines, P.M.E. industrielles mettant au point de nouveaux biens d'équipement, coopératives agricoles favorables à de nouveaux accords de coopération ;

(vi) Celle des Etats soucieux de diversifier leurs sources d'approvisionnement, d'élargir la gamme des produits protéinés : lancement et aide à l'aquaculture ; développement des protéines végétales.

La concurrence accrue entre grands pays agro-exportateurs sur des marchés internationaux proches de la saturation de la demande solvable, favorise ainsi l'apparition de solutions techniques et commerciales alternatives. Ce contexte favorable "a priori" à une ouverture du complexe "oléagineux - protéines animales" devrait être mis à profit par les pays en voie de développement dans les négociations Nord-Sud et Sud-Sud.

#### IV. Des réalités a ne pas négliger

1. En moins de 20 ans, les pays industrialisés sont devenus les premiers producteurs et exportateurs mondiaux de produits agro-alimentaires. La croissance de leurs agricultures repose de plus en plus sur les ventes qu'ils réalisent dans les pays en développement.

A l'exception des produits "tropicaux",<sup>3/</sup> ils dominent, en effet, très largement tous les grands marchés internationaux de produits agro-alimentaires : céréales, oléagineux, viandes, produits laitiers, produits animaux, à la seule exception du saccharose<sup>4/</sup> où leur pouvoir est encore fortement controversé par les pays du Sud.

Ils orientent par ce biais les façons de produits, de transformer et de consommer les produits agricoles.

Il n'en est de meilleure preuve que le développement des utilisations de céréales fourragères (maïs, orge) et de tourteaux dans la production animale, au détriment des productions-céréalières locales et de fourrages; de l'augmentation de la consommation de blé au détriment de celle du riz; de celle des viandes blanches (poulet) et des oeufs au détriment, cette fois, de protéines végétales et du poisson.

2. L'industrialisation des techniques de production agricole (mécanisation et chimisation) est allée de pair avec une simplification de la gamme des productions agricoles. Aujourd'hui, l'humanité fait appel à "moins de 30 plantes pour satisfaire 95 pour cent de ses besoins nutritifs; les huit plus importantes contribuent à elles seules à satisfaire les trois quarts de l'énergie fournie à l'homme par le règne végétal."<sup>5/</sup> Les progrès techniques agricoles ont entraîné une augmentation de la production et de la productivité particulièrement sensible dans les agricultures des pays industrialisés.

<sup>3/</sup> Café, cacao, palmes, agrumes et fruits tropicaux.

<sup>4/</sup> Encore que les exportations de l'Australie, de l'Afrique du Sud ou des pays de la Communauté Economique Européenne aient considérablement augmenté ces dernières années et représentent près de 40 pour cent des tonnages négociés sur les marchés internationaux. On citera aussi, pour mémoire, l'importance croissante des sucres et maïs (isoglucoses notamment) dans l'industrie alimentaire.

<sup>5/</sup> MOONEY, P.R., Les semences de la terre. Une richesse publique ou privée? International Coalition for Development Action. Bruxelles, 1982.

L'industrie alimentaire a dû "s'adapter" à cette production de masse en modifiant des processus à l'origine artisanaux en processus industriels. La taille des unités de transformation a considérablement augmenté entraînant avec elle la concentration des entreprises, l'augmentation des échanges de produits intermédiaires entre les industries de première et de deuxième transformation.

3. L'accent mis sur l'augmentation de la production a conduit à affirmer l'orientation "agro-exportatrice" des agricultures des pays industrialisés. Le "pouvoir alimentaire" qu'ils détiennent est bien réel. Qu'ils interviennent comme fournisseurs de produits de base dans les pays en développement ou les nouveaux pays industriels, soumis à un déficit alimentaire grandissant; comme concurrents des produits fournis par eux (huiles concrètes concurrencées par les huiles fluides); comme acheteurs de plus en plus exclusifs de produits qu'elles utilisent (manioc ou tourteaux utilisés dans l'élevage industriel), les pays industrialisés exercent une influence grandissante sur les équilibres alimentaires et, par voie de conséquence, sur les orientations géopolitiques des pays acheteurs ou vendeurs de ces produits.

4. Ce pouvoir s'exerce autant par le biais des échanges de produits bruts que par celui des échanges de produits intermédiaires ou par celui des techniques mises en oeuvre par les industries agro-alimentaires.

Ainsi, rien ne stabilise mieux, à terme, les exportations de blé produit dans les pays du Nord que la mise en place de boulangeries industrielles dans les pays du Sud. Quelle meilleure garantie pour les ventes de maïs et de soja que le développement des élevages "hors-sol" produisant oeufs, lait, viandes de poulet et de porc dans les pays du Sud? Quelle meilleure assurance pour le maintien de ces débouchés qu'une sélection génétique axée sur des races animales très performantes mais incapables de se nourrir avec les productions végétales locales et requérant en conséquence les techniques et les produits des pays industrialisés? Quelle meilleure manière de tourner la concurrence des oléagineux produits dans les pays du Sud que de favoriser la diffusion de techniques permettant, à partir d'un seul oléagineux : le soja, de produire l'ensemble de la gamme des produits lipidiques (huiles concrètes et huiles fluides, tourteaux et autres co-produits à finalité non-alimentaire)? Cette ambition de satisfaire à terme l'ensemble des besoins alimentaires mondiaux,

après avoir "saturé" ceux des pays industrialisés, se heurte, cependant, à deux obstacles. Un obstacle politique qu'exprime la volonté des pays du Sud de maîtriser leur croissance alimentaire pour garder leur autonomie et faire de leur complexe agro-alimentaire un des piliers de leur développement économique et social. Un obstacle économique qui se concrétise par la paupérisation croissante d'une partie importante de la population mondiale mise simultanément dans l'incapacité de produire mais aussi dans l'incapacité d'acheter faute de pouvoir d'achat.

5. Le ralentissement général du rythme de la croissance économique a révélé, en effet, la fragilité des croissances agricoles qui ignore délibérément les conséquences de l'accentuation des disparités entre l'augmentation des capacités de production agro-alimentaire des pays du Nord et l'incapacité de produire mais aussi d'acheter des pays du Sud (8).

Dans les pays industrialisés, la croissance du volume de la demande agro-alimentaire repose de plus en plus exclusivement sur celle de la croissance démographique. On aurait plutôt à y résoudre des problèmes médicaux liés à la suralimentation et à la malnutrition que des problèmes de sous-nutrition. Cet état de fait n'empêche pas ces débouchés d'augmenter en termes de valeur au bénéfice d'industries agro-alimentaires spécialisées dans la production de produits intermédiaires et de produits correspondant aux nouvelles orientations de la distribution (fast-food, restauration collective) de la diététique ou de la production animale (additifs pour l'élevage industriel, nouvelles valorisations des sous-produits agro-alimentaires). Mais ces évolutions contribuent peu - quand elles ne les contrecarrent pas - à l'augmentation des débouchés agricoles exprimés en volume.

Une partie croissante de la production agricole doit, donc, être écoulée sur les marchés internationaux. L'agro-exportation y devient un support essentiel de la croissance agricole.

6. Sur ces marchés, l'offre tend à excéder une demande solvable, freinée de surcroît par les effets de la crise économique. Les prix s'effondrent, les stocks augmentent sans que les coûts de production ne puissent être sensiblement réduits. Les aides des Etats au soutien de leurs agricultures augmentent pour représenter jusqu'à 50, voire 60 pour cent, du revenu des

agriculteurs. Les aides à l'exportation exacerbent d'autant plus les concurrences entre pays industrialisés (cf. conflit C.E.E./Etats-Unis) que certains nouveaux pays industriels ou pays moins avancés ont fait aussi du renforcement de leur agro-exportation un des fondements de leur politique économique. Ces derniers subissent aussi de plein fouet les conséquences de cette surproduction relative.

Dès lors, il n'est pas assuré que les débouchés agro-alimentaires des pays du Nord qui ont constitué jusqu'à présent l'essentiel des marchés des complexes agro-alimentaires de ces mêmes pays puissent être automatiquement "relayés" par ceux que constitueraient les besoins alimentaires théoriques mais non solvables des pays du Sud.

Les pays du Nord ou du Sud, et de façon plus générale tous les pays qui souhaitent développer, ou simplement maintenir, une option agro-exportatrice, doivent s'adapter à ces nouvelles contraintes où les besoins alimentaires des pays du Sud doivent être satisfaits différemment que par la seule vente de produits agro-alimentaires.

Ce pari, en leur ouvrant à terme de nouveaux débouchés - dans la mesure où c'est entre des pays ayant un niveau de développement élevé que les échanges et la consommation agro-alimentaire sont aussi les plus élevés - leur impose, dans l'immédiat, de nouvelles formes de coopération qui ne sont pas de simples arrangements conjoncturels susceptibles de maintenir les volumes des ventes commerciales.

Dans les pays du Sud acheteurs, ce "dumping" sur les prix a été mis à profit pour pallier les conséquences les plus insupportables de la baisse du pouvoir d'achat des populations urbaines. Les achats massifs de produits alimentaires importés favorisés par la surproduction, sont devenus de ce fait, une composante de la paix sociale. Mais les fluctuations de prix des produits agro-alimentaires sont devenues aussi un des facteurs de la stabilisation des régimes et des équilibres géo-politiques. Si les prix des produits augmentent, si les capacités de financement des importations diminuent, les risques de destabilisation réapparaissent.

Cette donnée fournit sa pleine mesure à la coopération industrielle appliquée à la production et à l'autosuffisance agro-alimentaire.

V. L'enjeu des négociations : renforcer les complexes agro-alimentaires du Sud pour pouvoir continuer à échanger

1. Les effets conjugués du ralentissement de la croissance économique et de la crise financière internationale - en particulier les situations de surendettement, voire de banqueroute, enregistrés dans bon nombre de pays moins avancés ou nouveaux pays industriels ont eu au moins pour avantage de révéler :

(i) l'importance de l'autosuffisance alimentaire dans les processus de croissance économique et, par voie de conséquence, celle de l'agriculture nationale comme composante des stabilités géopolitiques intérieures et extérieures;

(ii) la fragilité, en revanche, des options de développement basées sur des programmes d'agro-exportation à outrance, adoptés sans référence aux besoins intérieurs en produits vivriers;

(iii) le rôle joué par l'industrie alimentaire, tantôt dans le maintien de la dépendance alimentaire (cas des agro-industries travaillant sur les produits importés), tantôt, à l'inverse, dans celui du développement de l'agriculture (cas des agro-industries favorisant la mise en oeuvre de programmes de modernisation ou d'extension des superficies agricoles);

(iv) l'hétérogénéité des intérêts et des comportements des différents acteurs qui concourent au fonctionnement des complexes agro-alimentaires des pays industrialisés;

(v) les limites des politiques commerciales de court terme conduisant à de véritables surenchères à la baisse entre pays agro-exportateurs mais n'engageant pas de véritables programmes de développement agro-alimentaires;

(vi) les impasses économiques (augmentation insupportable des coûts de production par rapport au niveau des prix payés pour les produits agricoles) dérivant de l'homogénéisation excessive des techniques de production agro-alimentaires. Les gaspillages en matière de valorisation des ressources locales (de produits agricoles mais aussi de "savoir-faire").

2. Dans les domaines particuliers du complexe "oléagineux-protéines animales", ces faits sont faorables à l'ouverture de négociations industrielles de moyen et de long termes qui peuvent s'appuyer à l'origine sur la réalité des échanges commerciaux pour s'élargir, en tenant compte des intérêts réciproques, dans la coopération industrielle.

L'industrie agro-alimentaire devient le vecteur-clé de la mise en place de programmes intégrés visant selon les pays considérés (6) :

(i) à rechercher leur autonomie protéinique animale sur la base d'une meilleure valorisation des productions lipidiques locales (par exemple, exportation des huiles, mais valorisation sur place des tourteaux pour l'élevage industriel) (1.2);

(ii) à renforcer la production d'oléagineux visant à échapper à l'exclusive du modèle maïs-soja (utilisation des expériences acquises par des pays du Sud dans l'huile de palme; valorisation dans les protéines végétales du soja, ...) (3);

(iii) à maîtriser les techniques d'élevage "hors-sol" ou de productions laitières sur la base des contraintes et des atouts locaux : élevages bovins ou porcins (ou piscicoles) susceptibles de valoriser différentes productions végétales locales; polyvalence et petite taille des unités laitières susceptibles d'utiliser tantôt la production laitière locale, tantôt des produits importés; production de bioprotéines sur la base de substrats amylicés ou pétroliers; échanges entre pays du Sud des coproduits de la fabrication des corps gras (4.5);

(iv) à valoriser les coproduits ou les sous-produits des produits extraits de la biomasse agricole dans les débouchés non alimentaires (produits énergétiques ou chimiques extraits des oléagineux; sous-produits de l'abattage des bovins-porcins-vollailles dans l'industrie chimique ou cosmétique ...) (2).

3. Ces orientations favorisent la multiplication des partenaires agricoles ou industriels dans la recherche de l'autonomie protéinique.

Qu'il s'agisse de grands pays agro-exportateurs du Nord cherchant à renégocier le contenu d'accords de livraison de produits en contrepartie d'un transfert de savoir-faire ou d'une nouvelle organisation de la production et des échanges (usine de trituration et d'élaboration des corps gras décentralisée dans le pays consommateur, usine de produits laitiers à partir des importations de poudre de lait, construction d'industries d'aval interconnectées entre elles sur la base de la transformation des corps gras) ou de pays agro-exportateurs du Sud, pouvant faire bénéficier de leurs acquis d'autres partenaires du Sud dans les techniques de transformation des corps gras (Malaisie), de la distillation des sucres ou des production avicoles (Brésil) en échange de débouchés garantis pour leurs oléagineux ou leurs biens d'équipement.

D'acteurs agro-industriels (petites et moyennes entreprises dans le domaine des "savoir-faire" ou des biens d'équipement, coopératives dans le domaine de la relation agriculture-industrie, laboratoires de recherche dans celui de la génétique ou l'alimentation animale) s'efforçant d'élargir leurs activités dans le domaine international et prêts à échanger une connaissance précise des conditions de production agricole ou des techniques de la transformation alimentaire en contrepartie de débouchés garantis pour leurs coopérateurs ou leurs sociétaires, d'applications à grande échelle de leurs découvertes.

D'industries et d'opérateurs (commerciaux ou financiers) n'appartenant pas à l'origine au complexe "oléagineux-protéines animales" mais y opérant une diversification. Or a déjà évoqué ici le cas de certaines firmes chimiques ou biochimiques travaillant sur les bioprotéines, on peut retenir aussi ceux des pays du Nord ou du Sud qui recherchent, pour des raisons de politiques intérieures, des solutions alternatives pour la production ou l'élaboration des oléagineux (plans protéiniques et oléagineux de la C.E.E., diversifications des utilisations du palme malaisien ...).

4. Ce double élargissement des domaines et des partenaires sont des atouts favorables à la négociation. Il faut insister cependant sur le fait que ce contexte, s'il peut conduire à une série d'accords ponctuels affectant tel ou tel maillon du complexe ne remet pas en cause sa cohérence d'ensemble. Les applications de ces accords peuvent être, en même temps, leur meilleur gage de réalisation mais constituer aussi un risque évident de dérapage dans la mise en oeuvre de politiques agro-alimentaires intégrées. Il est clair que la coopération industrielle ne peut se substituer dans le pays demandeur à la formulation claire des objectifs poursuivis et à leur mise en cohérence avec la politique agro-alimentaire nationale.

Au pays ou aux partenaires à la négociation à veiller à maintenir cette cohérence entre le contenu de l'accord et le respect d'une orientation plus générale de développement : recherche de l'autonomie protéinique, promotion des exportations, développement des appareils coopératifs, mise en place d'une politique de développement intégré sur la base de petites unités rurales, planification agro-alimentaire reposant sur des grandes unités de production ...

5. On évoquera, pour conclure, cinq domaines où la négociation d'accords Sud-Sud ou Nord-Sud correspondent à des objectifs de développement et peuvent satisfaire les intérêts réciproques des partenaires à la négociation (8).

a) Amélioration des rations alimentaires animales sur la base d'une meilleure valorisation des ressources locales.

L'objectif est de créer des alternatives partielles ou totales au modèle technique uniformisant maïs-soja sans pour autant renoncer à améliorer les performances techniques des élevages traditionnels.

Le repérage de souches génétiques locales (bovins, porcins valorisant les fourrages grossiers et les sous-produits de l'industrie agro-alimentaire) est le premier stade d'une opération qui doit s'attacher à mettre au point les compléments protéiniques des rations animales. L'industrie des aliments composés est un des maillons importants de l'organisation des filières moins concentrées, moins spécialisées, que ne le sont celles qui existent dans l'élevage industriel.

b) Production, transformation des protéines végétales

Si la consommation de production de protéines animales augmente rapidement dans les pays en développement, celle de protéines végétales est toujours prépondérante. Il existe dans ce domaine un acquis artisanal et industriel important au Sud comme au Nord qui peut contribuer à la maîtrise de la production protéinique sans passer nécessairement par les produits animaux.

c) Maîtrise des productions animales "hors-sol"

Sans être négligeables dans l'alimentation des populations les productions animales traditionnelles n'en sont pas moins insuffisantes pour répondre rapidement aux exigences de la demande urbaine. A titre d'exemple, alors que les pêches traditionnelles ont un taux de croissance très faible, l'aquaculture se développe chaque année de 4 à 6 pour cent.

L'élevage "hors-sol" est un moyen de valorisation important des coproduits (tourteaux) de la production des oléagineux. Il est surtout un facteur important de l'autosuffisance alimentaire. Dans ce domaine, les échanges internationaux de produits - modestes si on les compare aux volumes de production réalisés au niveau mondial - devrait céder la place au transfert de technologie. C'est un domaine important de la coopération industrielle.

d) Transformation, distribution des produits animaux

La modernisation des techniques d'élevage induit une modification et une rationalisation des techniques de transformation et de distribution des produits animaux et réciproquement. Les expériences acquises en ce domaine sont aujourd'hui nombreuses et suffisamment mûres - pour que la coopération industrielle ne soit pas un simple transfert mimétique des techniques des pays du Nord dans les pays du Sud, mais prenne en compte les contraintes et les objectifs locaux.

d) Covalorisation des produits lipidiques

La valorisation des coproduits lipidiques est un élément important du prix des produits finis. Plus cette valorisation est importante, plus le prix de l'huile ou du corps gras peut être baissé et réciproquement. Les tourteaux sont un élément essentiel de l'amélioration des rations alimentaires animales. Les valorisations chimiques/cosmétologie, acides gras, peinture, énergétique (fuel) ou pharmaceutique (sous-produits de l'abattage) permettent d'améliorer la rentabilité des installations industrielles. Les expériences industrielles dans ces domaines sont très nombreuses tant au Nord qu'au Sud.

DOMAINES	PROGRAMMES	OBJECTIFS GENERAUX DES POLITIQUES	PAYS OU PARTENAIRES QUANT ACQUIS UNE EXPERIENCE DANS LE DOMAINE (A TITRE D'EXEMPLE)
1) -Amélioration des alimentaires animales sur la base d'une meilleure valorisation des ressources locales : industrie des aliments composés	- Utilisation ou mise au point de nouvelles variétés génétiques "rustique" -Recyclage des coproduits ou sous-produits agro-alimentaires -Additifs protéinés pour l'alimentation animale	-Maîtrise des techniques du "vivant" sélection génétique; savoir faire traditionnel -Développement rural intégré -Valorisation des ressources de la biosphère	-Laboratoire de recherche -Coopératives agricoles. Pays à agriculture très intensive d'Asie -Firmes pharmaceutiques chimiques et pétrolières fabriquant des additifs -Coopérative travaillant sur la valorisation agricole à la ferme des ressources
2) -Production transformation de protéines végétales	-Margarinerie; produits laitiers fabriqués à base d'oléagineux	-Renforcement autonomie protéinique	-Malaisie -Pays Asie du Sud-Est -Firmes alimentaires
3) -Maîtrise des productions animales "hors sol" (volailles; bovins; productions piscicales)	-Programmes d'élevages "hors-sol" -Programmes de production laitière	-Renforcement de la relation agriculture/industrie	-Pays industrialisés du Nord -Brésil, Thaïlande, Hongrie (volailles) -Pays Asie du Sud-Est (pisciculture)
4) -Transformation/distribution des produits animaux	-Abattage/distribution viande blanche/oeufs -Transformation des productions laitières	-Maîtrise de la consommation des protéines animales -Développement de l'agro-industrie	-Coopérative des pays industrialisés pour l'organisation des relations agriculture/industrie -Firmes de biens d'équipement
5) -Covalorisation des produits lipidiques animaux ou végétaux	-Produits énergétiques -Produits chimiques	-Politique de soutien à l'agro-exportation grâce aux valorisations des co-produits	-Pays industrialisés spécialisés dans la production des produits animaux -Brésil -Malaisie -Philippines

